

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/C/W/431
12 novembre 2002

(02-6228)

Conseil du commerce des marchandises

Original: anglais

SYSTÈME DE CERTIFICATION DU PROCESSUS DE KIMBERLEY POUR LES DIAMANTS BRUTS - DEMANDE DE DÉROGATION DANS LE CADRE DE L'OMC

Communication du Canada, des Émirats arabes unis, du Japon,
des Philippines, de la Sierra Leone et de la Thaïlande

La Mission permanente du Canada, au nom du Canada, des Émirats arabes unis, du Japon, des Philippines, de la Sierra Leone et de la Thaïlande a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 11 novembre 2002.

Conformément à l'article IX:3 b) de l'Accord sur l'OMC, le Canada, les Émirats arabes unis, le Japon, les Philippines, la Sierra Leone et la Thaïlande, Membres de l'OMC qui ont exprimé leur intention de mettre en œuvre le système de certification du processus de Kimberley qui vient d'être conclu et a été adopté en vertu de la *Déclaration d'Interlaken du 5 novembre 2002 sur le système de certification du processus de Kimberley pour le commerce international des diamants bruts* (*Déclaration d'Interlaken*), ont l'honneur de présenter au Conseil du commerce des marchandises une demande de dérogation afin de permettre à chacun de ces Membres de prendre les mesures nécessaires pour donner effet aux restrictions commerciales liées au commerce international des diamants bruts décrites dans le système de certification du processus de Kimberley. Cette demande vise le commerce des diamants bruts relevant des sous-positions 7102.10, 7102.21 et 7102.31 du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises. On trouvera ci-joint une brève communication à l'intention des Membres de l'OMC qui explique les circonstances à l'origine de cette demande, ainsi que le texte d'un projet de décision concernant la dérogation demandée. La Déclaration d'Interlaken y compris son Annexe – Le système de certification du processus de Kimberley – est jointe à la présente demande.

1. Objet de la demande

Le 5 novembre 2002, les participants au processus de Kimberley (Afrique du Sud, Angola, Australie, Botswana, Brésil, Burkina Faso, Canada, Chypre, Côte d'Ivoire, Communauté européenne, Émirats arabes unis, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Gabon, Ghana, Guinée, Inde, Israël, Japon, Lesotho, Malte, Maurice, Mexique, Namibie, Norvège, Philippines, République de Corée, République démocratique du Congo, République populaire de Chine, République tchèque, Sierra Leone, Suisse, Swaziland, Tanzanie, Thaïlande, Ukraine et Zimbabwe) ont exprimé leur intention de mettre en œuvre un système international de certification pour les diamants bruts, en vue d'aider à briser le lien entre les conflits armés et le commerce des diamants bruts. La Déclaration d'Interlaken, entre autres choses, décrit les mesures que les participants doivent prendre en ce qui concerne le commerce international des diamants bruts entre et parmi les participants au système de certification du processus de Kimberley, ainsi que le commerce entre participants et non-participants à ce système.

Le système de certification du processus de Kimberley vise à empêcher l'afflux de diamants de la guerre dans le commerce légitime de diamants. Le commerce légitime de diamants joue un rôle important dans le processus de croissance économique et de développement global d'un grand nombre de pays, dont de nombreux pays en développement. Considérant que le régime de commerce décrit dans le système de certification du processus de Kimberley vise à réduire le trafic des diamants de la guerre tout en appuyant le commerce légitime de diamants dans le système commercial mondial, le Canada, les Émirats arabes unis, le Japon, les Philippines, la Sierra Leone et la Thaïlande présentent cette demande de dérogation afin de leur permettre de prendre les mesures nécessaires pour réglementer l'importation et l'exportation de diamants bruts, comme indiqué dans le système de certification. Une dérogation aux dispositions de l'article I:1, de l'article XI:1 et de l'article XIII:1 du GATT de 1994 confèrera la sécurité juridique à la relation entre ces mesures et le GATT de 1994.

2. Circonstances et situation justifiant la dérogation

Les participants au système de certification du processus de Kimberley reconnaissent que la grande majorité des diamants bruts entrant dans le commerce mondial provient de sources légitimes et que, de plus, ces diamants représentent une ressource précieuse pour le développement économique et social. Néanmoins, les préoccupations internationales concernant le lien entre le trafic illicite de diamants bruts et les conflits armés dans certaines régions d'Afrique ont incité la communauté internationale à prendre des mesures pour mettre fin au trafic des diamants de la guerre. Le trafic des diamants de la guerre a des rapports directs avec le financement des conflits armés, les activités des mouvements rebelles cherchant à ébranler ou à renverser des gouvernements légitimes et le trafic illicite et la prolifération des armes, en particulier des armes petites et légères.

L'Organisation des Nations Unies a reconnu le caractère humanitaire exceptionnel de cette question, les effets dévastateurs des conflits alimentés par le trafic des diamants de la guerre sur la paix et la sécurité des populations des pays touchés, ainsi que les violations graves et systématiques des droits de l'homme qui sont commises lors de tels conflits. À partir de 1998, le Conseil de sécurité a adopté une série de résolutions visant à limiter le trafic des diamants de la guerre. Par la suite, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté deux résolutions (décembre 2000; mars 2002) demandant à la communauté internationale, reconnaissant l'urgence de la situation d'un point de vue humanitaire et sur le plan de la sécurité, d'élaborer, finaliser et mettre en œuvre aussitôt que possible des propositions concernant un système international de certification pour le commerce des diamants bruts.

Depuis mai 2000, l'Afrique du Sud a mené le processus de Kimberley, qui a rassemblé les gouvernements de pays producteurs, exportateurs et importateurs de diamants, ainsi que des représentants de l'industrie du diamant et d'organisations non gouvernementales, afin de débattre de mesures concrètes additionnelles pour lutter contre le trafic des diamants de la guerre. Le processus a permis d'élaborer un ensemble de propositions détaillées en vue d'un système international de certification qui vise à renforcer le contrôle du commerce légitime des diamants bruts, de façon à exclure les diamants de la guerre du commerce légitime des diamants.

À la suite d'un processus de négociation complet, le 5 novembre 2002, les participants au processus de Kimberley ont adopté la Déclaration d'Interlaken, qui définit le système de certification du processus de Kimberley pour la certification des diamants bruts. Comme il est noté dans son Préambule, le système de certification reflète la détermination des participants de contribuer à la mise en œuvre des mesures prévues par les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies et répond à l'appel lancé par l'Assemblée générale des Nations Unies invitant la communauté internationale à mettre au point rapidement et minutieusement des mesures efficaces et pragmatiques propres à remédier au problème des diamants de la guerre. Les participants au système de certification ont l'intention de mettre en œuvre des mesures internes qui, entre autres choses, mettront fin à leurs échanges de diamants bruts avec des non-participants.

Les dévastations financées par le trafic des diamants de la guerre sont concentrées dans un petit nombre de pays. Toutefois, compte tenu du caractère mondial du commerce des diamants bruts, la lutte contre ce problème exceptionnel exige un engagement constant de la part de tous les membres de la communauté internationale, en coopération avec d'autres parties intéressées importantes, telles que l'industrie internationale du diamant, la société civile et les organisations multilatérales. Les participants au processus de Kimberley considèrent que les mesures décrites dans le système de certification du processus de Kimberley sont nécessaires pour rompre le lien entre conflits armés et commerce des diamants bruts. Il est important pour le succès du système de certification que les Membres de l'OMC reconnaissent les circonstances exceptionnelles du trafic de diamants de la guerre et confèrent à ce système la sécurité juridique nécessaire à sa mise en œuvre effective en accordant la dérogation demandée au titre de l'article IX:3 afin d'appuyer les objectifs humanitaires et les objectifs de sécurité du processus de Kimberley.

Le processus de Kimberley favorise le développement commercial et économique de tous les pays qui font le commerce des diamants d'une manière compatible avec les objectifs de l'OMC. Ce processus représente un effort positif visant à faire en sorte que le commerce des diamants continue de contribuer dans une mesure importante au développement économique des pays en développement. Le système de certification ne prévoit la création d'aucun obstacle à la réduction ou à l'élimination des droits de douane ou autres restrictions au commerce sur la base du traitement de la nation la plus favorisée.

L'efficacité du système de certification dépendra de l'adhésion de tous les principaux acteurs du commerce international des diamants bruts, et la participation de tous au système de certification continue d'être encouragée et facilitée, ce qui réduit au minimum le risque de perturbation du commerce légitime des diamants.

Les participants au système de certification du processus de Kimberley ont exprimé leur intention de mettre en œuvre le système de certification à compter du 1^{er} janvier 2003. Ils ont l'intention de réexaminer le système de certification en 2006, et aussi de voir s'il est nécessaire de maintenir ce système en place. Sur les trente-neuf participants au système de certification du processus de Kimberley, trente-sept sont Membres de l'OMC.

3. Description des mesures pour lesquelles une dérogation est demandée

La dérogation demandée s'appliquerait aux mesures internes qui sont nécessaires pour donner effet aux restrictions et prohibitions à l'importation et à l'exportation décrites dans le système de certification du processus de Kimberley, à l'alinéa c) de la section III – "Engagements en ce qui concerne le commerce international des diamants bruts" –, que les Membres qui participent au système de certification du processus de Kimberley ont l'intention de prendre. L'alinéa c) de la section III est ainsi libellé:

Chaque participant devrait:

c) s'assurer qu'aucun chargement de diamants bruts n'est exporté vers aucun pays non participant ni importé d'un pays non participant; [...]

Aux fins du système de certification du processus de Kimberley, on entend par "diamants bruts" "des diamants non travaillés ou simplement sciés, clivés ou débrutés, qui relèvent des positions 7102.10, 7102.21 et 7102.31 du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises.

4. Conclusion

Les Membres requérants demandent, sur la base de l'article IX:3 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce, une dérogation à leurs obligations au titre de l'article I:1, de l'article XI:1 et de l'article XIII:1 du GATT de 1994 en ce qui concerne les mesures internes nécessaires pour donner effet aux restrictions et prohibitions à l'importation et à l'exportation des diamants bruts décrites dans le système de certification du processus de Kimberley pour la période allant du 1^{er} janvier 2003 au 31 décembre 2006.

Les Membres requérants demandent que le Conseil du commerce des marchandises examine dans les meilleurs délais et favorablement leur demande de dérogation. Entre-temps, les Membres qui présentent cette demande de dérogation sont disposés à accorder toute l'attention voulue aux représentations qui leur seront faites par d'autres Membres de l'OMC et à engager des consultations avec ces derniers selon qu'il sera nécessaire.

**DÉCLARATION D'INTERLAKEN
DU 5 NOVEMBRE 2002
CONCERNANT LE SYSTÈME DE CERTIFICATION DU PROCESSUS
DE KIMBERLEY POUR LES DIAMANTS BRUTS¹**

Nous, Ministres et Chefs de délégation de l'Afrique du Sud, de l'Angola, de l'Australie, du Botswana, du Brésil, du Burkina Faso, du Canada, de Chypre, des Communautés européennes, de la Côte d'Ivoire, des Émirats arabes unis, des États-Unis d'Amérique, de la Fédération de Russie, du Gabon, du Ghana, de la Guinée, de l'Inde, d'Israël, du Japon, du Lesotho, de Malte, de Maurice, du Mexique, de la Namibie, de la Norvège, des Philippines, de la République de Corée, de la République démocratique du Congo, de la République populaire de Chine, de la République tchèque, de la Sierra Leone, de la Suisse, du Swaziland, de la Tanzanie, de la Thaïlande, de l'Ukraine et du Zimbabwe, réunis à Interlaken (Suisse), le 5 novembre 2002, à l'occasion du lancement du système de certification du processus de Kimberley:

Réitérant notre profonde inquiétude concernant le commerce international des diamants de la guerre, qui a des rapports directs avec le financement des conflits armés, les activités des mouvements rebelles cherchant à ébranler ou à renverser des gouvernements légitimes et le trafic illicite et la prolifération des armes, en particulier des armes petites et légères. Nous sommes en outre préoccupés par les effets dévastateurs de ces conflits sur la paix et la sécurité des populations des pays touchés, ainsi que par les violations graves et systématiques des droits de l'homme qui sont commises lors de tels conflits;

Rappelant la Résolution 55/56 (2000) de l'Assemblée générale des Nations Unies dans laquelle celle-ci exhorte la communauté internationale à mettre au point rapidement et minutieusement des mesures efficaces et pragmatiques propres à remédier à ce problème, ainsi que la Résolution 56/263 (2002) dans laquelle l'Assemblée générale se félicite des propositions détaillées en vue de la création d'un système international de certification pour les diamants bruts formulées dans le cadre du processus de Kimberley et demande instamment que l'on procède le plus tôt possible à sa mise au point définitive puis à sa mise en œuvre;

Nous déclarant satisfaits des propositions concernant un système international de certification pour les diamants bruts formulées par les participants au processus de Kimberley et qui nous ont été présentées sous la forme d'un document intitulé "**Système de certification du processus de Kimberley**";

Soulignant qu'il est essentiel que la participation au système de certification soit la plus large possible et qu'elle soit donc encouragée et facilitée. À cette fin, nous invitons tous les acteurs du commerce des diamants bruts à participer sans tarder à ce processus et si possible avant le 1^{er} janvier 2003;

Nous félicitant du système d'autoréglementation volontaire de l'industrie, qui doit comprendre un système de garanties fondé sur des contrôles effectués par des vérificateurs indépendants d'entreprises individuelles et appuyé par des sanctions internes arrêtées par l'industrie. Cela facilitera une traçabilité totale par les autorités gouvernementales compétentes des transactions sur les diamants bruts et la mise en œuvre effective du système de certification du processus de Kimberley;

Notant avec satisfaction la contribution importante apportée par l'industrie et la société civile à l'élaboration du système de certification du processus de Kimberley;

¹ Traduction non officielle du Secrétariat de l'OMC.

Reconnaissant que malgré les progrès notables réalisés dans le cadre du processus de Kimberley pour remédier au problème des diamants de la guerre, la mise en œuvre effective par les participants au système de certification à moyen et à plus long terme est de la plus haute importance pour le succès de cette initiative;

Remerciant le gouvernement suisse d'accueillir la présente Réunion ministérielle, ainsi que les gouvernements de l'Afrique du Sud, de la Namibie, de la Belgique, de la Fédération de Russie, du Royaume-Uni, de l'Angola, du Botswana et du Canada d'avoir accueilli les réunions du processus de Kimberley qui ont conduit à la présente réunion;

DÉCLARONS CE QUI SUIT:

1. Nous adoptons le système international de certification pour les diamants bruts élaboré par les participants au processus de Kimberley et qui nous a été présenté sous la forme du document intitulé: **"Système de certification du processus de Kimberley"**.
2. Nous demeurons résolus à mettre en œuvre tous simultanément le système de certification à compter du 1^{er} janvier 2003. La mise en œuvre s'appuiera sur nos lois et systèmes internes de contrôle respectifs qui satisfont aux critères énoncés dans le document. Pour les participants qui décideront de participer au système après cette date, celui-ci prendra effet pour eux après notification adressée à la Présidence conformément à la section VI, paragraphe 9.
3. Nous ferons en sorte que les mesures prises pour mettre en œuvre le système de certification du processus de Kimberley pour les diamants bruts soient compatibles avec les règles commerciales internationales.
4. Nous notons avec satisfaction la ferme intention de Chypre, du Japon, de Malte, de la République tchèque, de la Thaïlande et de l'Ukraine de devenir participants au système de certification d'ici la fin 2003.
5. Nous réaffirmons notre détermination de surveiller de manière effective le commerce des diamants bruts afin de déceler et d'empêcher le trafic des diamants de la guerre. Nous considérons le système de certification du processus de Kimberley comme un processus international permanent.
6. Nous remercions le gouvernement sud-africain d'avoir accepté de présider le processus de Kimberley la première année de sa mise en œuvre.
7. Nous demandons à nos fonctionnaires de procéder à un examen des premiers progrès réalisés dans la mise en œuvre lors de la première réunion formelle des participants au processus de Kimberley, qui se tiendra au début 2003.

INTERLAKEN, SUISSE, 5 novembre 2002.

LE SYSTÈME DE CERTIFICATION DU PROCESSUS DE KIMBERLEY

PRÉAMBULE

LES PARTICIPANTS,

RECONNAISSANT que le trafic des diamants de la guerre constitue une grave question internationale, qui a des rapports directs avec le financement des conflits armés, les activités des mouvements rebelles cherchant à ébranler ou à renverser des gouvernements légitimes et le trafic illicite et la prolifération des armes, en particulier des armes petites et légères;

RECONNAISSANT DE PLUS les effets dévastateurs des conflits alimentés par le trafic des diamants de la guerre sur la paix et la sécurité des populations des pays touchés, ainsi que les violations graves et systématiques des droits de l'homme qui sont commises lors de tels conflits;

PRENANT NOTE des effets néfastes de ces conflits sur la stabilité régionale et de l'obligation qu'ont les États, en vertu de la Charte des Nations Unies, de préserver la paix et la sécurité internationales;

CONSCIENTS que des mesures internationales urgentes sont indispensables pour empêcher que le problème des diamants de la guerre ne nuise au commerce légitime des diamants, qui joue un rôle essentiel dans les économies de nombreux États qui produisent, travaillent, exportent et importent des diamants, en particulier les pays en développement;

RAPPELANT toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies en vertu de l'article VII de la Charte des Nations Unies, y compris les dispositions pertinentes des Résolutions 1173 (1998), 1295 (2000), 1306 (2000), et 1343 (2001), et soucieux de contribuer à la mise en œuvre des mesures prévues par ces résolutions;

SOULIGNANT la Résolution 55/56 (2000) de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le rôle du commerce des diamants de la guerre dans les conflits armés, laquelle demande à la communauté internationale de mettre au point rapidement et minutieusement des mesures efficaces et pragmatiques propres à remédier à ce problème;

SOULIGNANT PAR AILLEURS la recommandation formulée dans le cadre de la Résolution 55/56 de l'Assemblée générale des Nations Unies, à savoir que la communauté internationale est invitée à formuler des propositions détaillées pour la création d'un système international simple et fonctionnel de certification pour les diamants bruts, en s'appuyant avant tout sur les systèmes nationaux de certification et sur des normes minimales reconnues;

RAPPELANT que le processus de Kimberley, créé pour trouver une solution au problème international des diamants de la guerre, visait à inclure tous les intéressés, à savoir les États qui produisent, exportent et importent les diamants, l'industrie du diamant et la société civile;

CONVAINCUS que l'on pourrait réduire de façon considérable le rôle des diamants de la guerre dans le financement des conflits armés en adoptant un système de certification des diamants bruts visant à exclure les diamants de la guerre du commerce légitime;

RAPPELANT que le processus de Kimberley a considéré que la création d'un système international de certification pour les diamants bruts, s'appuyant sur les lois et pratiques nationales et sur des normes internationales minimales, était le moyen le plus efficace de résoudre le problème des diamants de la guerre;

PRENANT NOTE des mesures importantes prises pour s'attaquer à ce problème, en particulier par les gouvernements de l'Angola, de la République démocratique du Congo, de la Guinée et de la Sierra Leone et par les autres principaux pays qui produisent, exportent et importent des diamants, ainsi que par l'industrie du diamant, en particulier le Conseil diamantaire mondial, et par la société civile;

ACCUEILLANT AVEC SATISFACTION les initiatives volontaires d'autoréglementation annoncées par l'industrie du diamant, et reconnaissant qu'un tel système volontaire aide à créer un système efficace de contrôle interne des diamants bruts conforme au système international de certification des diamants bruts;

RECONNAISSANT qu'un système international de certification des diamants bruts ne sera crédible que lorsque tous les participants auront mis sur pied des systèmes internes de contrôle visant à éliminer les diamants de la guerre de la chaîne de production, d'exportation et d'importation des diamants bruts sur leurs propres territoires, tout en reconnaissant que les différences dans les modes de production et les pratiques commerciales et dans les types de contrôle institutionnel pourraient imposer l'adoption de méthodes différentes pour mettre en application les normes minimales;

RECONNAISSANT PAR AILLEURS que tout système international de certification des diamants bruts doit respecter le droit régissant le commerce international;

RECONNAISSANT que la souveraineté des États doit être pleinement respectée, de même que les principes d'égalité, d'avantages réciproques et de consensus;

RECOMMANDENT LES DISPOSITIONS SUIVANTES:

SECTION I

DÉFINITIONS

Aux fins du système international de certification pour les diamants bruts (ci-après le "système de certification"), les définitions suivantes s'appliquent:

Les DIAMANTS DE LA GUERRE sont des diamants bruts utilisés par les mouvements rebelles ou leurs alliés pour financer des conflits visant à déstabiliser des gouvernements légitimes, tels que décrits dans les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies dans la mesure où elles restent en vigueur, ou dans d'autres résolutions similaires qui pourraient être adoptées à l'avenir par le Conseil de sécurité, et tels que compris et reconnus dans la Résolution 55/56 de l'Assemblée générale des Nations Unies, ou dans d'autres résolutions similaires qui pourraient être adoptées à l'avenir par l'Assemblée générale;

Le PAYS D'ORIGINE désigne le pays où un chargement de diamants bruts a été extrait;

Le PAYS DE PROVENANCE désigne le dernier pays participant d'où un chargement de diamants bruts a été exporté, d'après les documents d'importation;

Le DIAMANT est un minéral naturel de forme isométrique, composé essentiellement de carbone cristallisé pur, dont la dureté à l'échelle de Mohs (rayures) est de 10 et qui possède une gravité spécifique d'environ 3,52 et un indice de réfraction de 2,42;

L'EXPORTATION désigne l'acte de retirer un bien matériel de toute partie du territoire géographique d'un participant;

L'AUTORITÉ D'EXPORTATION désigne l'autorité, l'organisme ou les autorités ou organismes désignés par un participant qui exporte des diamants bruts de son territoire, et qui sont habilités à valider le certificat du processus de Kimberley;

La ZONE FRANCHE désigne une zone du territoire d'un participant où tout produit importé est généralement considéré, aux fins des droits et taxes à l'importation, comme étant situé à l'extérieur du territoire des douanes;

L'IMPORTATION désigne l'acte d'introduire un bien matériel dans toute partie du territoire géographique d'un participant;

L'AUTORITÉ D'IMPORTATION désigne l'autorité, l'organisme ou les autorités ou organismes désignés par un participant qui importe des diamants bruts dans son territoire, et qui sont chargés des formalités d'importation, et tout particulièrement du contrôle des certificats;

Le CERTIFICAT DU PROCESSUS DE KIMBERLEY est un document infalsifiable qui certifie que le chargement de diamants bruts est conforme aux exigences du système de délivrance de certificats;

Un OBSERVATEUR est un représentant de la société civile, de l'industrie du diamant, d'un organisme international ou d'un gouvernement non participant qu'on invite à participer aux réunions plénières; (*Le Président entreprendra d'autres consultations.*)

Un LOT désigne un ensemble d'un ou de plusieurs diamants emballés, qui forme un tout;

Un LOT D'ORIGINE DIVERSE désigne un lot qui contient des diamants bruts provenant de deux ou de plusieurs pays d'origine;

Un PARTICIPANT est un État ou une organisation régionale d'intégration économique, auquel ou à laquelle s'applique le système de délivrance de certificats; (*Le Président entreprendra d'autres consultations.*)

Une ORGANISATION RÉGIONALE D'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE est une organisation regroupant des États souverains ayant cédé à cette organisation des compétences relatives au système de délivrance de certificats;

Les DIAMANTS BRUTS sont des diamants non travaillés ou simplement sciés, clivés ou débrutés, qui sont régis par le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises 7102.10, 7102.21 et 7102.31;

Un CHARGEMENT désigne l'importation ou l'exportation physique d'un ou de plusieurs lots;

Le TRANSIT signifie le passage physique sur le territoire d'un participant ou d'un non-participant, avec ou sans transbordement, entreposage ou changement de mode de transport, lorsqu'un tel passage ne représente qu'un segment d'un voyage ayant commencé et se terminant à l'extérieur des frontières du participant ou du non-participant concerné.

SECTION II

LE CERTIFICAT DU PROCESSUS DE KIMBERLEY

Chaque participant doit s'assurer:

- a) qu'un certificat du processus de Kimberley (ci-après dénommé le "certificat") accompagne chaque chargement de diamants bruts destinés à l'exportation;
- b) que ses formalités de délivrance des certificats respectent les normes minimales du processus de Kimberley stipulées à la section IV;
- c) que les certificats respectent les exigences minimales énoncées à l'annexe I. Une fois que ces exigences sont respectées, les participants peuvent à leur discrétion ajouter d'autres éléments à leurs propres certificats, par exemple une forme spéciale, d'autres données ou des caractéristiques de sécurité;
- d) qu'il informe les autres participants, par l'intermédiaire du Président, des caractéristiques de son certificat, tel que stipulé à l'annexe I, à des fins de validation.

SECTION III

ENGAGEMENTS EN CE QUI CONCERNE LE COMMERCE INTERNATIONAL DES DIAMANTS BRUTS

Chaque participant doit:

- a) en ce qui concerne les chargements de diamants bruts exportés vers un pays participant, exiger qu'un certificat dûment validé accompagne chaque chargement;
- b) en ce qui concerne les chargements de diamants bruts importés d'un pays participant:
 - exiger un certificat dûment validé;
 - veiller à ce qu'une confirmation de réception soit envoyée dans les plus brefs délais aux autorités d'exportation compétentes, sur laquelle figureront au minimum les renseignements suivants: le numéro du certificat, le nombre de lots, le poids carats et l'identité de l'importateur et de l'exportateur;
 - exiger que l'original du certificat soit conservé et puisse être consulté pendant au moins trois ans;
- c) s'assurer qu'aucun chargement de diamants bruts n'est exporté vers un pays non participant, ni importé d'un pays non participant;
- d) reconnaître que les participants qui autorisent le transit de chargements sur leur territoire ne sont pas tenus de se conformer aux exigences des alinéas a) et b) ci-dessus, ni à celles de la section II a), à condition que les autorités compétentes du participant en question s'assurent que le chargement quitte son territoire dans le même état qu'à son arrivée (c'est-à-dire ni ouvert ni altéré).

SECTION IV

CONTRÔLES INTERNES

Mesures prises par les participants

Chaque participant doit:

- a) créer un système de contrôles internes visant à éliminer les diamants bruts de la guerre des chargements de diamants bruts qui sont importés dans son territoire ou qui en sont exportés;
- b) désigner une autorité ou des autorités responsables des importations et des exportations;
- c) s'assurer que les diamants bruts sont importés et exportés dans des contenants inviolables;
- d) selon les besoins, modifier ou adopter des lois ou règlements nécessaires à la mise en œuvre du système de certification et à l'application de sanctions dissuasives et proportionnées en cas de violation;
- e) recueillir et conserver les données officielles pertinentes sur la production, l'importation et l'exportation, et rassembler et échanger ces données conformément aux dispositions de la section V;
- f) lorsqu'il crée un système de contrôles internes, tenir compte, selon les besoins, des autres possibilités et recommandations relatives aux contrôles internes énoncées à l'annexe II.

Principes d'autoréglementation de l'industrie

Les participants reconnaissent qu'un système d'autoréglementation volontaire de l'industrie, évoqué dans le préambule du présent document, doit comprendre un système de garanties fondé sur des contrôles effectués par des vérificateurs indépendants d'entreprises individuelles, et appuyé par des sanctions internes arrêtées par l'industrie, ce qui facilitera la traçabilité par les autorités gouvernementales des transactions relatives aux diamants bruts.

SECTION V

COOPÉRATION ET TRANSPARENCE

Les participants doivent:

- a) se communiquer par le biais du Président les renseignements identifiant les autorités ou organismes responsables de la mise en œuvre des dispositions du système de certification. Chaque participant doit fournir aux autres participants, par l'intermédiaire du Président, de préférence sous forme électronique, des précisions au sujet de ses lois, règlements, pratiques et procédures pertinents, et fournir des mises à jour au besoin. Ces précisions doivent contenir un résumé des principaux éléments en langue anglaise;
- b) compiler les chiffres conformément aux principes énoncés à l'annexe III et les mettre à la disposition des autres participants par l'entremise du Président;
- c) se communiquer régulièrement les résultats et autres données utiles, y compris les autoévaluations, afin de cerner les pratiques exemplaires dans chaque cas particulier;
- d) accéder aux demandes d'aide des autres participants visant à améliorer le fonctionnement du système de certification sur leurs territoires;
- e) informer un autre participant, par l'entremise du Président, s'ils estiment que ses lois, règlements, pratiques ou procédures ne garantissent pas l'absence de diamants de la guerre dans ses exportations;
- f) coopérer avec les autres participants en vue de régler des problèmes résultant de circonstances imprévues, qui pourraient entraîner le non-respect des exigences minimales de délivrance ou d'acceptation des certificats, et tenir les autres participants au courant de la nature des problèmes et des solutions préconisées;
- g) par l'intermédiaire des autorités compétentes, encourager une coopération plus étroite entre les organismes chargés de l'application de la loi et les autorités douanières des participants.

SECTION VI

QUESTIONS ADMINISTRATIVES

RÉUNIONS

1. Les participants et les observateurs doivent se réunir en séance plénière tous les ans, et à d'autres moments jugés nécessaires pour les participants, afin d'examiner l'efficacité du système de certification.
2. Les participants doivent adopter des règles de procédure pour ces réunions dès la première réunion plénière.
3. Les réunions auront lieu dans le pays de résidence du Président, à moins qu'un participant ou un organisme international propose d'accueillir une réunion et que cette invitation soit acceptée. Le pays hôte doit faciliter les formalités d'entrée aux personnes qui assistent à ces réunions.
4. À l'issue de chaque réunion plénière, un Président sera élu et chargé de présider les réunions plénières ainsi que les réunions de tout groupe de travail *ad hoc* qui pourrait être constitué, jusqu'à la conclusion de la réunion plénière annuelle suivante.
5. Les participants doivent prendre les décisions par consensus. S'il est impossible de dégager un consensus, le Président devra mener des consultations.

APPUI ADMINISTRATIF

6. Pour assurer une gestion efficace du système de délivrance des certificats, un appui administratif est indispensable. Les modalités et les fonctions d'un tel appui doivent être étudiées à la première réunion plénière, une fois que l'Assemblée générale des Nations Unies aura donné son accord.
7. L'appui administratif pourrait inclure les fonctions suivantes:
 - a) permettre la communication, l'échange de renseignements et la consultation entre les participants sur les questions précisées dans le présent document;
 - b) tenir et mettre à la disposition des participants un dossier contenant les lois, règlements, règles, procédures, pratiques et statistiques fournis conformément à la section V;
 - c) rédiger des documents et assurer un appui administratif à l'occasion des réunions plénières et des réunions des groupes de travail;
 - d) s'acquitter d'autres tâches qui lui seront attribuées par les réunions plénières ou par tout autre groupe de travail mandaté par celles-ci.

PARTICIPATION

8. Pourront participer au système de certification l'ensemble des participants qui s'engagent à respecter les exigences du système et qui sont en mesure de le faire, sur une base mondiale et non discriminatoire.

9. Les participants éventuels doivent signifier au Président, par voie diplomatique, leur désir de participer au système de certification. Ils doivent en outre fournir les renseignements visés à la section V, alinéa a), et faire connaître leur intention à l'ensemble des participants dans un délai d'un mois.
10. Les participants ont l'intention d'inviter des représentants de la société civile, de l'industrie du diamant, de gouvernements non participants et d'organisations internationales à participer aux réunions plénières en qualité d'observateurs.

OBLIGATIONS DES PARTICIPANTS

11. Avant les réunions plénières annuelles du processus de Kimberley, les participants rédigent et transmettent aux autres participants les renseignements exigés à l'alinéa a) de la section V, à savoir comment ils se conforment aux exigences du système international de certification sur leur territoire respectif.
12. L'ordre du jour des réunions plénières annuelles doit notamment prévoir l'examen des renseignements exigés à l'alinéa a) de la section V, et permettre aux participants de fournir des précisions sur leurs systèmes respectifs à la demande de l'assemblée plénière.
13. Si le besoin s'en fait sentir, les participants aux réunions plénières peuvent, sur recommandation du Président, identifier et imposer d'autres mesures de vérification. Ces mesures doivent être mises en œuvre conformément aux droits international et national qui s'appliquent et peuvent comprendre notamment, sans s'y limiter:
 - a) des demandes de renseignements supplémentaires et de précisions auprès des participants;
 - b) des missions d'examen par d'autres participants ou leurs représentants, si des informations dignes de foi portent à penser qu'il y a inobservation significative du système international de certification.
14. Les missions d'examen doivent être effectuées de façon analytique, experte et impartiale, avec l'accord du participant concerné. Leur taille, leur composition, leur mandat et leur durée doivent être fondés sur les circonstances et établis par le Président avec l'accord du participant concerné et de concert avec tous les participants.
15. Un rapport sur les résultats produits par les mesures de vérification doit être remis au Président et au participant concerné dans les trois semaines qui suivent la conclusion des travaux de la mission. Le rapport et les commentaires éventuels du participant doivent être publiés dans la zone d'accès restreint d'un site Internet officiel du système de certification au plus tard trois semaines après la présentation du rapport au participant concerné. Les participants et observateurs doivent veiller à garantir la confidentialité des commentaires et des discussions relatives à toute question de conformité.

CONFORMITÉ ET PRÉVENTION DES DIFFÉRENDS

16. Si un problème se pose au sujet de la conformité d'un participant ou de toute autre question relative à la mise en œuvre du système de certification, tout participant concerné peut en informer le Président, qui à son tour informe immédiatement les autres participants et amorce un dialogue sur les façons de régler le problème en question. Les participants et observateurs doivent s'efforcer de garantir la confidentialité des commentaires et des discussions relatives à toute question de conformité.

MODIFICATIONS

17. Le présent document peut être modifié d'un commun accord des participants.
18. Tout participant a le droit de proposer des modifications. Pour ce faire, il envoie sa proposition au Président au moins quatre-vingt-dix jours avant la réunion plénière suivante, sauf accord contraire.
19. Le Président fait parvenir toute modification proposée à tous les participants et observateurs dans les plus brefs délais, et l'inscrit à l'ordre du jour de la réunion plénière annuelle suivante.

MÉCANISME D'EXAMEN

20. Les participants s'entendent sur la nécessité d'un examen périodique du système international de certification afin de leur permettre d'analyser de façon détaillée tous les éléments du système. L'examen doit aussi permettre d'évaluer la pertinence d'un tel système, en tenant compte des dangers que présentent les diamants de la guerre selon l'avis des participants et des organismes internationaux, en particulier les Nations Unies. Le premier examen doit avoir lieu au plus tard trois ans après l'entrée en vigueur effective du système de certification. De plus, la réunion d'examen doit normalement coïncider avec la réunion plénière annuelle, sauf accord contraire.

ENTRÉE EN VIGUEUR DU SYSTÈME

21. Le système de certification doit être créé à la Réunion ministérielle sur le système de certification du processus de Kimberley pour les diamants bruts à Interlaken, le 5 novembre 2002.

ANNEXE I

CERTIFICATS

A. Exigences minimales auxquelles doivent satisfaire les certificats:

Tout certificat doit être conforme aux exigences minimales suivantes:

- Chaque certificat doit porter le titre de "Certificat du processus de Kimberley" ainsi que l'énoncé suivant: "Les diamants bruts contenus dans ce chargement ont été traités conformément aux dispositions du système international de certification des diamants bruts du processus de Kimberley"
- Le pays d'origine pour les chargements de lots d'origine unique (c'est-à-dire d'une seule origine)
- Les certificats peuvent être rédigés dans n'importe quelle langue, à condition qu'une traduction anglaise y figure
- La numérotation unique doit suivre le code de pays alpha 2, conformément à la norme ISO 3166-1
- Le certificat doit être inviolable et infalsifiable
- La date de délivrance
- La date d'expiration
- L'autorité émettrice
- L'identité de l'exportateur et de l'importateur
- Le poids ou la masse carats
- La valeur en dollars américains
- Le nombre de lots dans le chargement
- Le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises
- La validation du certificat par l'autorité d'exportation

B. Éléments facultatifs du certificat

Un certificat peut aussi comporter les éléments facultatifs suivants:

- Des caractéristiques particulières (par exemple la forme, des données supplémentaires ou des éléments de sécurité)
- Des données sur la qualité des diamants bruts dans le chargement

- Une attestation d'importation doit comporter de préférence les éléments suivants:

Le pays destinataire

L'identité de l'importateur

Le poids carats et la valeur en dollars américains

Le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises

La date de réception par le pays importateur

L'authentification par le pays importateur

C. Procédures facultatives

Les diamants bruts peuvent être expédiés dans des sacs de sécurité transparents.

Le numéro de certificat unique peut être reproduit sur le contenant.

ANNEXE II

RECOMMANDATIONS PRÉVUES À LA SECTION IV, ALINÉA F)

Recommandations générales

1. Les participants peuvent désigner un ou des coordonnateurs officiels pour veiller à la mise en œuvre du système de certification.
2. Les participants peuvent réfléchir à l'utilité de compléter ou d'améliorer la collecte et la publication des données statistiques figurant à l'annexe III d'après le contenu des certificats du processus de Kimberley.
3. Les participants sont encouragés à conserver dans une base de données informatisée les données et les renseignements stipulés à la section V.
4. Les participants sont invités à transmettre et à recevoir des messages électroniques de façon à promouvoir le système de certification.
5. Les participants qui produisent des diamants bruts et qui soupçonnent des groupes rebelles d'extraire des diamants sur leur territoire sont invités à désigner les zones d'activité minière des rebelles et à transmettre cette information aux autres participants. Ces données doivent être mises à jour régulièrement.
6. Les participants sont invités à communiquer à tous les participants, par l'intermédiaire du Président, les noms des personnes ou les raisons sociales des entreprises coupables d'activités illicites en rapport avec les fins du système de certification.
7. Les participants sont encouragés à s'assurer que les achats en espèces de diamants bruts transitent par les banques officielles et soient accompagnés de documents vérifiables.
8. Les participants qui produisent des diamants doivent analyser leur production en fonction des deux rubriques suivantes:
 - les caractéristiques des diamants produits;
 - la production réelle.

Recommandations concernant le contrôle des mines de diamants

9. Les participants sont invités à s'assurer que les mines de diamants sont titulaires d'un permis et que seules les mines autorisées extraient des diamants.
10. Les participants sont invités à s'assurer que les entreprises de prospection et d'extraction adoptent des normes de sécurité efficaces, afin que les diamants de la guerre ne contaminent pas la production légitime.

Recommandations concernant les participants qui exploitent des mines de diamants à petite échelle

11. Les mines de diamants artisanales et informelles doivent détenir un permis et seules les personnes titulaires d'un permis doivent être autorisées à extraire des diamants.

12. Les données minimales suivantes doivent figurer dans les dossiers des permis: le nom, l'adresse, la nationalité ou le statut de résident, ainsi que la zone d'extraction autorisée.

Recommandations concernant les acheteurs, vendeurs et exportateurs de diamants bruts

13. Les acheteurs, vendeurs et exportateurs de diamants ainsi que les agents et les entreprises d'expédition qui participent au transport des diamants bruts doivent être inscrits auprès des autorités compétentes de chaque participant et détenir les permis requis.
14. Les données minimales suivantes doivent figurer dans les dossiers des permis: le nom, l'adresse, la nationalité ou le statut de résident.
15. Les acheteurs, vendeurs et exportateurs de diamants bruts doivent être obligés par la loi de conserver pendant cinq ans les registres quotidiens des achats, ventes ou exportations mentionnant les noms des acheteurs ou vendeurs, leur numéro de permis et la quantité et la valeur des diamants vendus, exportés ou achetés.
16. Les données stipulées à l'alinéa 14 ci-dessus doivent être consignées dans une base de données informatisée, afin de faciliter la production de renseignements détaillés sur les activités des acheteurs et des vendeurs individuels de diamants bruts.

Recommandations concernant les procédures d'exportation

17. Tout exportateur doit présenter son chargement de diamants bruts à l'autorité d'exportation compétente.
18. Avant de valider un certificat, l'autorité d'exportation est invitée à exiger de l'exportateur qu'il produise une déclaration attestant que les diamants bruts exportés ne sont pas des diamants de la guerre.
19. Les diamants bruts doivent être placés avec le certificat ou une copie certifiée conforme dans des contenants scellés inviolables. L'autorité d'exportation doit alors transmettre un message électronique détaillé à l'autorité d'importation compétente, en précisant le poids carats, la valeur, le pays d'origine ou de provenance, l'importateur et le numéro de série du certificat.
20. L'autorité d'exportation doit enregistrer toutes les données relatives aux chargements de diamants bruts dans une base de données informatisée.

Recommandations concernant les procédures d'importation

21. L'autorité d'importation doit recevoir un message électronique avant ou dès l'arrivée du chargement de diamants bruts. Ce message doit notamment préciser le poids carats, la valeur, le pays d'origine ou de provenance, l'exportateur et le numéro de série du certificat.
22. L'autorité d'importation doit inspecter le chargement de diamants bruts pour s'assurer que les sceaux et le contenant n'ont pas été violés, et que l'exportation a été effectuée conformément au système de certification.
23. L'autorité d'importation doit ouvrir et inspecter le contenu du chargement pour contrôler l'exactitude des renseignements figurant sur le certificat.
24. Lorsque le règlement l'exige, ou sur demande, l'autorité d'importation doit renvoyer la fiche de retour ou le coupon de confirmation d'importation à l'autorité d'exportation compétente.

25. L'autorité d'importation doit enregistrer toutes les données relatives aux chargements de diamants bruts dans une base de données informatisée.

Recommandations concernant les chargements à destination et en provenance des zones franches

26. Les chargements de diamants bruts à destination et en provenance des zones franches doivent être traités par les autorités compétentes.

ANNEXE III

STATISTIQUES

Reconnaissant que des données fiables et comparables sur la production et le commerce international des diamants bruts constituent un outil essentiel pour la mise en œuvre efficace du système de certification, et en particulier pour l'identification d'irrégularités ou d'anomalies pouvant révéler la présence de diamants de la guerre dans le commerce légitime, les participants appuient sans réserve les principes suivants en tenant compte de la nécessité de protéger l'information commercialement sensible:

- a) conserver et publier, dans les deux mois qui suivent la période de référence et dans un format standard, des données statistiques trimestrielles globales sur les exportations et les importations de diamants bruts, sur le nombre de certificats validés pour l'exportation et sur les chargements importés accompagnés de certificats;
 - b) conserver et publier des données statistiques sur les exportations et les importations par pays d'origine et par pays de provenance dans la mesure du possible, par poids carats et valeur et selon le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises 7102.10; 7102.21; 7102.31;
 - c) conserver et publier semestriellement, dans les deux mois qui suivent la période de référence, des données statistiques sur la production de diamants bruts par poids carats et par valeur. Si un participant ne peut publier ces données, il en avertit immédiatement le Président;
 - d) collecter et publier ces données statistiques en se fondant en premier lieu sur les processus et les méthodologies en place au niveau national;
 - e) mettre ces données statistiques à la disposition d'un organe gouvernemental ou de tout autre mécanisme approprié désigné par les participants pour qu'elles soient 1) compilées et publiées trimestriellement en ce qui concerne les exportations et les importations, et 2) semestriellement en ce qui concerne la production. Les données doivent être mises à la disposition des intéressés et des participants pour qu'ils les analysent individuellement ou conjointement, selon les paramètres que les participants pourront établir;
 - f) examiner les chiffres concernant le commerce international et la production de diamants bruts aux réunions plénières annuelles afin de s'attaquer aux questions connexes et d'appuyer une mise en œuvre efficace du système international de certification.
-